

L'ÉCO

de la semaine



04 au 08 mai 2026

SOMMAIRE

Hydrocarbures : Hausse générale des carburants	2
Destination Madagascar : la promotion en bonne voie	2
Tetikasa Volobe Amont : Laharam-pahamehana ny mponina	3
AGOA : Hatsangana ny tondrozotram-piaraha-miasa	3
GameStop lance une offre de rachat d'eBay pour 55,5 milliards de dollars et vise à concurrencer Amazon	3
Coopération : L'UE rappelle son poids face aux nouvelles alliances de Madagascar	4
Appréciation de l'ariary : Les industriels exportateurs pénalisés.....	5
Filatex Energy : Plus de 700 000 foyers bénéficiaires.....	6
Semaine de l'Europe 2026 : Plus d'un milliard d'euros de projets mis en avant.....	6
Crédit bancaire : Suppression de la TVA sur les intérêts bancaires prévue par le MEF	7
Salon ITM-IHM : Engagement de 23 nouveaux partenaires à la 12e édition.....	8
Amélioration de l'accès à l'électricité : la contribution du secteur privé fortement sollicitée.....	8
Responsabilité sociétale de l'entreprise : le Salon de la RSE est à sa 10e édition.....	9
Gestion aéroportuaire : Siteny Randrianasoloniaiko appelle l'Etat à entrer dans le capital de Ravinala Airports....	9
La guerre en Iran ébranle le pôle industriel bien huilé de la Chine	10
Commerce illégal : La contrefaçon gagne du terrain.....	11
Transport aérien : Emirates reprend ses vols vers Antananarivo.....	12
Investissements et environnement : Madagascar façonne son modèle RSE	12
Campagne rizicole : la fixation des prix pose problème dans l'Alaotra Mangoro	13
Taux directeur maintenu à 12 % : l'inflation sous surveillance	13
Salon de la RSE et des IDD : Vers des engagements concrets pour un développement durable	14
Conflit au Moyen-Orient : Madagascar face aux risques d'un choc énergétique mondial	14
Relation économique : Madagascar et l'Egypte renforcent leur partenariat.....	15
Afrique subsaharienne : une reprise fragile à l'ombre des tensions internationales, quels risques pour Madagascar ?	15
RN12 : Des travaux satisfaisants selon les autorités et le bailleur de fonds	17

Hydrocarbures : Hausse générale des carburants

MIANGALY RALITERA | 4 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

De nouveaux tarifs sont appliqués dans les stations-service. Cette évolution intervient dans un contexte de poursuite des discussions sur la « vérité des prix ».

Les prix à la pompe repartent à la hausse, après deux mois d'accalmie, en mars et en avril. Une augmentation de 200 ariary s'applique aux trois types de carburant, depuis le 3 mai.



Le super s'établit à 5 100 ariary le litre, le pétrole lampant à 3 710 ariary et le gasoil à 4 860 ariary le litre. Ces niveaux de prix retrouvent ceux enregistrés en février. « C'est le cours mondial lui-même qui a augmenté », indique une source auprès du ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures.

Madagascar reste en décalage avec la tendance mondiale. « Les prix actuels sont identiques à ceux de février, alors même que les cours sur le marché international ont fortement augmenté », précise l'Office malgache des hydrocarbures. Selon les précisions du ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures, par rapport aux tarifs du mois de février, les cours internationaux (prix FOB), en ce mois de

mai, ont fortement progressé. « Le supercarburant enregistre une hausse de 49,3 % sur le marché mondial, le pétrole lampant connaît une envolée de 134,4 % à l'international et le gasoil augmente de 137,1 % sur le marché mondial, tandis que leur prix à la pompe à Madagascar demeure inchangé. »

Discussions continues

Le mécanisme d'ajustement automatique des prix est suspendu, suite à l'instauration de l'état d'urgence énergétique pour une durée de 15 jours, le 7 avril. Cet état d'urgence énergétique a été renouvelé pour une durée de quinze jours, selon la décision prise en Conseil des ministres, le 23 avril. Le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Radonirina Lucas Rabearimanga, avait indiqué que l'état d'urgence permet, avant tout, de suspendre le mécanisme d'ajustement automatique des prix et de mettre en place un plafonnement à la pompe, afin d'éviter un choc économique. Le prix d'achat du carburant importé à Madagascar dépassait légèrement les 6 000 ariary le litre, selon le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures, en avril.

Les tarifs du mois prochain sont encore en cours d'examen, selon l'OMH. Par ailleurs, une source au sein du ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures indique que la question de la vérité des prix fait l'objet de discussions continues avec le Fonds monétaire international (FMI). Parallèlement, des mesures seraient étudiées afin de protéger la population et d'en atténuer au maximum les impacts.

Destination Madagascar : la promotion en bonne voie

JEAN RIANA | 4 MAI | LES NOUVELLES

L'Office National du Tourisme de Madagascar (ONTM) enchaîne ces derniers temps les conventions de partenariat en vue de la promotion de la destination Madagascar. Le plus récent accord est le renforcement de la convention de partenariat tripartite entre le ministère du Tourisme et de l'artisanat (MTA), l'ONTM et la compagnie aérienne Corsair qui s'est déroulé, le 2 mai à Tsimbazaza. L'accord a été signé par la secrétaire générale du MTA, Arilala Léa Razanamaria, le directeur général de l'ONTM, Danny Barivelo, et le directeur régional Océan Indien de Corsair, Jules Perreau. Par ailleurs, la collaboration entre l'ONTM et la compagnie aérienne Air Austral s'est officialisée à Saint-Denis de La Réunion à travers une convention de partenariat signée par le président du directoire d'Air Austral, Huges Marchessaux, et le directeur général de l'ONTM. La finalité des partenariats conclus demeure la promotion du tourisme au niveau de la Grande Ile. Pour ce qui est du renouvellement de la convention tripartite, il consiste à consolider une collaboration établie depuis plusieurs années. Corsair va soutenir les initiatives de communication digitale, les voyages de

presse, ainsi que les campagnes promotionnelles de l'ONTM sur les marchés de la France et de La Réunion. Le partenariat avec Air Austral entre également dans ce cadre vu que ladite compagnie aérienne soutiendra concrètement les initiatives de l'ONTM, notamment en mettant à disposition des billets d'avion destinés à accompagner les opérations de promotion comme la participation aux salons internationaux, les voyages de prescripteurs ou encore d'influenceurs et de journalistes. En outre, Air Austral offre également aux membres de l'ONTM des conditions tarifaires concurrentielles pour leurs déplacements professionnels, notamment à l'occasion des événements majeurs du secteur, comme le salon IFTM Top Resa qui se tiendra au mois de septembre à Paris. La compagnie Air Austral s'est aussi associée à l'ONTM dans l'organisation de la 12e édition de l'International Tourism Fair Madagascar (ITM) qui se tiendra à Antananarivo du 11 au 14 juin 2026. En plus de sa participation massive à cet événement majeur du tourisme dans l'Océan Indien, la compagnie participe activement à l'animation du salon en offrant des voyages à l'international.

Tetikasa Volobe Amont : Laharam-pahamehana ny mponina

HENINTSOA | 4 MAI | LES NOUVELLES

Nizara sy nampahafantatra ny fandrosoan'ny asa ataony sy ny fanampiana entiny hanohanana ny vondrom-piara-hamonina eny ifotony ny tetikasa Volobe Amont, tamin' ny herinandro lasa. Nasongadina ny hetsika roa lehibe vitany : ny fampahafantarana ny fivoaran'ny tetikasa sy ny fanampiana ny mpiara-belona taorian'ny fandalovan'ny rivodoza

Gezani.

Voaresaka manokana nandritra ny fihaonana tamin' ny mpanao gazety tao amin'ny Streamliner ny 24 avrily, ny fandrosoan'ny tetikasa sy ny finiavany hiara-hiasa amin'ny fanjakana sy ny sehatra tsy miankina hanatrarana ny tanjona apetraka.

Nisy ny tatitra natao mahakasika ny fahombiazan'ny fomba fiasa sy ny vinam-piaraha-miasa samihafa. Marihina fa vaindohan-draharahan'ny tetikasa koa ny sosialin'ny mponina. Vokany, natomboka ny 21 avrily teo ny fanarenana ny lalana mampitohy an'i Fanandrana sy Ambodilazana izay mirefy 33,8 km. Amin'ny alalan'ny fampandraisan'anjara'olona miisa 100 no hanatanterahana izany. Maharitra 30 andro ny asa. Nisy ny fizarana

masomboly hanarenana ny fambolan'ny vondrom-piara-hamonina taorian'ny fandalovan'ny rivodoza.



Nanolotra fampitaovana ho an'ny mpianatra sy ny sekoly any an-toerana, indrindra ny ao amin'ny kaominina Ambodilazana ny tetitasa. Manampy ny mpianatra hiatrika ny fanadinam-panjakana koa izy.

AGOA : Hatsangana ny tondrozotram-piaraha-miasa

HENINTSOA | 4 MAI | LES NOUVELLES

Rafitra iray mampifamatotra antsika amin'ny Amerikana ny African Growth and Opportunity Act (Agoa). Antony mahatonga ny fanjakana mamolavola ny paikady amin'ny fanavaozana izany. Tanjona ny hahafahan'i Madagasikara mitazona ny tsenam-barotra amerikana izay miantoka ny seha-pihariana toy ny lamba. Nisy ny dinika stratejika natao teny amin'ny CCIA Antaninarenina niarahan'ireo mpisehatra hanokafana ny fikaonandoha. Voaresaka manokana ny asa iombonana hifandraisan'i Madagasikara sy Etazonia. Vokatra andrasana ny fanavaozana sy hanamafisana ny rafitra Agoa. Eo ihany koa ny hametrahana

tondrozotra mazava sy azo tanterahina ary hanamafisana ny paikady ho an'ny tombontsoa iombonana. Marihina fa manana toerana lehibe amin'ny fampandrosoana ny toekarena malagasy ny Agoa noho izy mampidi-bola betsaka amin'ny fanjakana. Miantoka ihany koa ny fampananan'asa ho an'ny Malagasy ary mandray anjara amin'ny fampandrosoana ny harin-karena. Mbola ny Amerikana rahateo no mbola lohalaharana mandray ny lamba vita avy eto amintsika. Tsihivina fa hifarana ny 31 desambra 2026 ny hisitrahantsika tsenan'ny Agoa.

GameStop lance une offre de rachat d'eBay pour 55,5 milliards de dollars et vise à concurrencer Amazon

4 MAI | LE MONDE

La chaîne américaine de magasins de jeux vidéo veut faire du site d'enchères sur Internet un « un vrai concurrent » de la multinationale de commerce en ligne.

La chaîne américaine de magasins de jeux vidéo GameStop a adressé, dimanche 3 mai, au site de vente sur Internet eBay une offre de rachat non sollicitée portant sur environ 55,5 milliards de dollars (environ 47,3 milliards d'euros) pour « en faire un vrai concurrent » du géant Amazon.

Le groupe a précisé, dans un communiqué, avoir acquis progressivement, depuis le 4 février, des actions du site de vente et détenir actuellement une participation d'environ 5 % dans son capital. Il offre 125 dollars par action, financés à parité sous forme d'actions et de numéraire,

ce qui représente une prime de 46 % sur la moyenne du cours depuis qu'il a commencé ses emplettes.

L'entreprise « eBay devrait valoir plus et vaudra plus d'argent, a déclaré Ryan Cohen, président de GameStop, dans un entretien au Wall Street Journal publié dimanche, peu avant l'annonce officielle. Je pense transformer eBay en quelque chose valant plusieurs centaines de milliards de dollars. »

Il a assuré disposer d'une lettre engageante de TD Bank, banque américaine filiale du groupe canadien TD Bank

Group, portant sur un financement d'environ 20 milliards de dollars, sous forme d'émission de dette.

Réduction de coûts

Dans le communiqué, l'entreprise précise qu'elle disposait aussi d'environ 9,4 milliards de dollars de trésorerie propre au 31 janvier. Elle affirme pouvoir dégager 2 milliards de dollars en réduction de coûts annualisés dans les douze mois suivant la finalisation de la transaction : environ 1,2 milliard dans le département vente et marketing, environ 300 millions dans le développement de produits et environ 500 millions dans les dépenses administratives et de fonctionnement (financement, immobilier, informatique, etc.).

Cette réduction des coûts devrait, à elle seule, faire bondir le bénéfice net par action d'eBay à périmètre comparable de 4,26 dollars à 7,79 dollars dès la première année.

Mais, a averti Ryan Cohen dans *The Wall Street Journal*, si la direction d'eBay n'est pas réceptive à son offre, il n'hésitera pas à se tourner directement vers les actionnaires. La prochaine assemblée générale est prévue pour juin, mais la date limite pour soumettre des résolutions est dépassée, a relevé *The Wall Street Journal*.

Ryan Cohen, patron de GameStop depuis janvier 2021, deviendrait celui de la nouvelle entité, selon le communiqué, qui souligne que, depuis son arrivée, le groupe est passé d'une perte nette de 381 millions de dollars en 2021 à un bénéfice net de 418 millions en 2025.

Il est actionnaire de GameStop à hauteur d'environ 9 % et il ne perçoit ni salaire ni bonus, et son contrat ne prévoit pas qu'il aura un « parachute doré » quand il quittera ses fonctions.

A la clôture vendredi, la capitalisation boursière de GameStop atteignait 11,89 milliards de dollars, et celle d'eBay, 46,21 milliards.

Coopération : L'UE rappelle son poids face aux nouvelles alliances de Madagascar

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 5 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

A lors que Madagascar explore de nouveaux partenariats, notamment avec le rapprochement avec la Russie, l'Union européenne réaffirme son rôle central dans la coopération économique du pays. Un message qui mêle soutien affiché et mise en garde implicite.

Il faut se rappeler de certains fondamentaux ». C'est un des messages lancés par Roland Kobia, ambassadeur de l'Union européenne (UE), durant une conférence de presse hier à Ankorondrano, pour donner le top départ de la célébration de la Semaine de l'Europe.

Au fil des échanges, la question de l'ouverture de Madagascar à de nouveaux partenariats, notamment avec la Russie, a été posée à l'ambassadeur de l'Union européenne. Une initiative assumée et affirmée par les tenants du pouvoir. Dans ses réponses, le diplomate a alors mis en avant le poids de l'Europe dans le champ de la coopération internationale de la Grande Île, chiffres à l'appui.



« (...) Le plus grand bailleur du pays, c'est l'Union européenne, 90 % de l'aide qui est donnée à Madagascar viennent des pays démocratiques, 90 % des investissements à Madagascar viennent des pays démocratiques et 90 % du commerce de Madagascar se fait avec les pays démocratiques », a déclaré l'ambassadeur Kobia, en ajoutant que « ce sont quand même des fondamentaux

qu'il ne faut pas oublier, mais qui n'excluent pas la possibilité de faire du commerce avec d'autres et je pense que les autorités sont tout à fait conscientes du phénomène ». Le choix du terme « pays démocratiques » n'est pas non plus fortuit, par opposition avec la Russie, que les États européens estiment ne pas en être un. Le diplomate concède néanmoins que « la politique internationale d'un pays se fait de manière souveraine. Madagascar a entièrement le droit de choisir et de diversifier ses partenaires. C'est un droit souverain », tout en insistant sur le fait « qu'après, il faut se rappeler de certains fondamentaux ».

À s'en tenir à ses réponses d'hier, par « fondamentaux », l'ambassadeur Kobia entend non seulement le poids économique, mais aussi la longévité et la constance de cette coopération, en déclarant : « nous sommes des accompagnateurs, des partenaires fidèles et loyaux de Madagascar. Notre assiette de coopération est aussi très large (...) ». Dans ses propos d'hier, il a également déclaré que « dans le contexte global où l'on voit le retrait de certains bailleurs, l'Union européenne, elle, n'a pas enlevé un seul ariary à sa contribution ».

Attractivité

Par fondamentaux, le diplomate entend aussi les valeurs partagées que sont, entre autres, la démocratie, l'État de droit et la bonne gouvernance. Dans une certaine mesure, les réponses de l'ambassadeur de l'Union européenne sonnent comme un rappel stratégique à un moment où la Grande Île s'engage dans un virage diplomatique. Une manière de dire que diversifier les coopérations ne doit pas signifier se détourner des partenaires « historiques ». Durant cet échange avec la presse hier, Roland Kobia a également abordé un autre volet de la coopération, celui

de l'attractivité du pays. Il y a l'attractivité vis-à-vis des investisseurs qui passe, selon lui, par ce qu'il qualifie de « signaux symboliques et concrets ». Le premier, explique-t-il, est la bienveillance affirmée par les autorités envers les investisseurs. Le second est la traduction en actes de cette bienveillance avec des initiatives et des décisions politiques.

« Ce que je constate, c'est qu'un certain nombre d'entreprises étrangères seraient prêtes à investir à Madagascar, mais qu'il semble parfois y avoir des réticences et il faut surmonter tout cela », indique l'ambassadeur de l'Union européenne. Cette question d'attractivité concerne aussi les aides publiques au développement. « Les fonds de développement ne sont pas illimités. (...) Madagascar doit prouver que c'est un pays attractif qui saura utiliser les fonds à bon escient (...) », souligne le diplomate, notant le contexte global de réduction des financements face à la hausse des besoins.

Pour Madagascar, en particulier, le contexte politique pourrait aussi être déterminant. Un sujet sur lequel Roland Kobia a mis l'accent dans la dernière partie de

son mot d'introduction de la conférence de presse d'hier. Il rappelle que l'UE, ses pays membres et partenaires, ont choisi d'accompagner la Transition dans le processus de refondation, en ajoutant : « nous n'avons pas suspendu les aides ».

« Cela fait six mois que la Transition a commencé et nous sommes dans la phase où nous commençons à évaluer, à rester attentifs à l'évolution de ce qui se passe dans le pays (...) », ajoute toutefois le diplomate. Expliquant que les relations politiques ne sont pas figées, il indique, en parlant spécifiquement de l'Union européenne, que sa position « sera affinée » selon l'évolution de la situation.

« Nous avons voulu donner une chance politique à la Refondation et ne pas injecter dans cette Transition et dans ce moment compliqué un facteur de complexité supplémentaire. Nous espérons avoir fait le bon choix. Nous espérons que la Transition va continuer à travailler dans l'intérêt du pays et pour augmenter le progrès dans l'ensemble de Madagascar », déclare alors l'ambassadeur Roland Kobia.

Appréciation de l'ariary : Les industriels exportateurs pénalisés

R.EDMOND | 5 MAI | MIDI MADAGASCAR

Les autorités de la refondation, à commencer par le PRRM Michaël Randrianirina, se réjouissent de la bonne santé de la monnaie nationale, qui s'est appréciée depuis le début de l'année.

A priori positive, cette appréciation de l'ariary n'est cependant pas sans danger pour l'économie nationale. Les industries exportatrices, notamment, se disent pénalisées par ce regain de vitalité de l'ariary.

Bonne performance

En effet, à l'ouverture du marché interbancaire des devises, en ce début du mois de mai, l'euro affiche un taux de change de 4 839 ariary et le dollar, de 4 151 ariary. Alors qu'au début janvier, ces deux devises de référence valaient respectivement 5 310 ariary pour un euro et 4 579 ariary pour un dollar. En somme, l'ariary s'est apprécié de manière significative, d'environ 5,4 % face à l'euro et de près de 13,8 % face au dollar. Cette apparente bonne performance de la monnaie nationale s'explique notamment par une conjoncture marquée par d'importantes entrées de devises, mais aussi par des financements extérieurs qui ont continué à être déboursés. Elle trouve également son origine dans la politique monétaire menée par la Banque centrale, notamment à travers des taux directeurs élevés, visant à contenir l'inflation et soutenant indirectement la valeur de l'ariary. À cela s'ajoutent des facteurs internationaux, notamment l'évolution du dollar sur les marchés mondiaux, qui peut accentuer les mouvements observés localement.

Bénéfices conjoncturels

Cette monnaie plus forte a évidemment des effets bénéfiques et des avantages non négligeables. Elle permet notamment de réduire le coût des importations, en particulier des produits stratégiques comme le carburant ou

certains biens alimentaires. À court terme, cela contribue à atténuer les pressions inflationnistes, un enjeu majeur pour le pouvoir d'achat des ménages malgaches. Cependant, ces bénéfices restent en grande partie conjoncturels et ne traduisent pas nécessairement une amélioration structurelle de l'économie.



Du côté des industriels exportateurs, le constat est nettement plus préoccupant. Une appréciation de l'ariary signifie que, pour un même montant en devises, les recettes converties en monnaie locale diminuent. Dans un secteur comme le textile, fortement intégré aux chaînes de valeur internationales et soumis à une concurrence intense, cette évolution peut rapidement éroder les marges. À titre d'illustration, une entreprise percevant 1 000 euros voyait auparavant un revenu d'environ 4,8 millions d'ariary. Aujourd'hui, ce montant tombe à près de 4,5 millions d'ariary, soit une perte significative sans modification de l'activité réelle. Cette situation alimente les inquiétudes des opérateurs, qui redoutent une perte

de compétitivité face à des pays où la monnaie reste plus faible.

Emplois menacés

Les effets néfastes se font notamment sentir dans le secteur textile, qui procède actuellement à des mesures de compression du personnel. Bref, beaucoup d'emplois sont menacés. Les entreprises franches du textile se

plaignent par ailleurs de la réduction, sinon de la suspension, des commandes au titre de l'AGOA. Quoi qu'il en soit, la situation actuelle pose une question centrale aux autorités économiques, qui doivent arbitrer entre la nécessité de renforcer la lutte contre l'inflation et la compétitivité des exportations. Car, au-delà des variations conjoncturelles de l'ariary, le véritable enjeu reste la transformation de l'économie, à travers une industrie compétitive.

Filatex Energy : Plus de 700 000 foyers bénéficiaires

NAVALONA R. | 5 MAI | MIDI MADAGASCAR

Le groupe Filatex est l'un des principaux acteurs énergétiques de Madagascar et le leader national des énergies renouvelables. Il prévoit d'améliorer le taux d'accès de la population à l'énergie à 85 % d'ici 2030. Cette année, plus de 700 000 foyers bénéficient de l'électricité apportée par sa filiale Filatex Energy, grâce à ses centrales thermiques, mixtes et à énergies renouvelables, installées dans différentes régions. On peut citer, entre autres, Antsiranana, Toliara, Mahajanga, Toamasina,

Moramanga, Antananarivo et Antsirabe, et tout récemment Nosy Be. D'aucuns reconnaissent que l'accès à l'énergie constitue un besoin essentiel pour le bien-être de la population et le développement des activités des entreprises. En outre, le groupe promeut le développement des énergies renouvelables afin de fournir aux usagers une énergie propre, durable et à moindre coût, pour ne parler que de la centrale solaire mise en service à Nosy Be.

Semaine de l'Europe 2026 : Plus d'un milliard d'euros de projets mis en avant

RIJA R. | 5 MAI | MIDI MADAGASCAR

La Semaine de l'Europe s'ouvre ce lundi 4 mai et se poursuivra jusqu'au 8 mai 2026, avec une série d'événements destinés à mettre en lumière les actions et les investissements de « l'Équipe Europe » dans le pays.



Point d'orgue de cette édition : la présentation, ce mardi 5 mai, à l'esplanade de l'Université d'Antananarivo, des projets en cours et à venir, dont le montant global dépasse le milliard d'euros. Organisée au cœur du campus d'Ankatso, cette vitrine des initiatives européennes réunira notamment les ambassadeurs de l'Union européenne, de France et d'Allemagne. L'occasion, pour les partenaires européens, de détailler leurs engagements dans plusieurs secteurs clés du développement, à travers une approche coordonnée baptisée « Équipe Europe ».

Dans l'après-midi, les échanges se poursuivront avec une table ronde consacrée à la formation et à l'employabilité dans le secteur de l'énergie solaire, un domaine stratégique pour la transition énergétique du pays. Cette rencontre devrait réunir experts, étudiants et acteurs institutionnels

autour des perspectives offertes par les énergies renouvelables. Le programme se poursuivra le mercredi 6 mai avec un atelier sur les normes sanitaires, prévu au grand amphithéâtre de l'École supérieure des sciences agronomiques, à Ankatso. Les discussions porteront sur les exigences réglementaires et les enjeux de qualité dans les filières agricoles et agroalimentaires. Le jeudi 7 mai, une réception officielle sera organisée à la résidence de l'Union européenne, rassemblant partenaires institutionnels, diplomates et acteurs de la coopération. La clôture interviendra le vendredi 8 mai avec le lancement du rapport de la coalition Genre et Justice climatique à la Cité des cultures, mettant en avant les liens entre égalité des sexes et lutte contre les effets du changement climatique. À Madagascar, « l'Équipe Europe » regroupe l'Allemagne, la France et l'Union européenne, à travers leurs ambassades, agences de développement, institutions financières et structures humanitaires, dont la Direction générale de l'aide humanitaire de l'UE. Événement annuel, la Semaine de l'Europe commémore la déclaration du 9 mai 1950, acte fondateur de la construction européenne, et met en avant les réalisations de l'Union européenne à travers le monde. À Antananarivo, l'édition 2026 s'inscrit ainsi dans une volonté de renforcer la visibilité et l'impact des actions européennes au service du développement durable de Madagascar.

Crédit bancaire : Suppression de la TVA sur les intérêts bancaires prévue par le MEF

ANTSA R. | 5 MAI | MIDI MADAGASCAR

La fiscalité du crédit, le coût du capital et l'accès au financement des entreprises ont été au centre de l'afterwork économique organisé jeudi dernier par le Jeune Patronat de Madagascar, à l'hôtel Le Louvre Antaninarenina.

Le débat sur le coût du crédit bancaire a pris une nouvelle dimension lors de l'afterwork consacré au « Paradoxe du financement à Madagascar », organisé jeudi dernier par le Jeune Patronat de Madagascar au Louvre Antaninarenina. Lors de son intervention en tant que panéliste, le ministre de l'Économie et des Finances, Dr Herinjatovo Aimé Ramiarison, a annoncé que la TVA sur les intérêts des prêts bancaires, prévue par la Loi de finances initiale 2025, est aujourd'hui suspendue par la Direction générale des impôts. Sa suppression sera soumise au Parlement dans le cadre de la Loi de finances rectificative 2026. Cette annonce répond à une préoccupation forte du secteur privé. L'application de cette TVA aurait mécaniquement renchéri le coût du crédit, dans un contexte où les entreprises malgaches peinent déjà à financer leurs investissements. Pour le ministère, cette mesure illustre l'arbitrage délicat entre la nécessité de préserver les recettes publiques et celle de ne pas pénaliser l'investissement productif.

Performance à améliorer

Le diagnostic présenté lors de l'événement met en évidence l'ampleur du défi. Le crédit privé ne représente qu'environ 17 % du PIB à Madagascar, contre près de 28 % en Afrique subsaharienne. Seules 8 % des entreprises ont recours au crédit bancaire, contre 19,5 % en moyenne dans la région. À cela s'ajoute le poids du secteur informel, qui concerne 94 % de la population active. Dans le même temps, l'économie malgache doit accélérer fortement, avec un objectif de croissance de 3,8 % en 2026, puis de 7,5 % en 2027. Pour le ministre de l'Économie et des Finances, la question ne se limite donc pas à la baisse des taux. Le véritable enjeu consiste à réduire les risques, à améliorer la productivité et à rendre davantage de projets finançables. Le taux directeur, situé à 12 %, et le taux moyen d'emprunt, estimé autour de 18 %, traduisent un coût du capital élevé dans une économie qui a pourtant besoin d'investir davantage. Le coût du crédit apparaît ainsi comme le reflet d'un système global où se croisent les contraintes économiques, fiscales, juridiques et institutionnelles. De son côté, Mahefa Edouard Randriamiarisoa, DG d'ACEP Madagascar, a soutenu que l'accès au crédit suppose aussi de repenser la notion de risque.

Levier

Cette lecture a également été partagée par Hugues Bonshe Makalebo, président de l'Association professionnelle des banques. Mais, selon lui, le taux du crédit n'est qu'une partie du problème. L'accès au financement

dépend d'un environnement général encore peu favorable à l'entrepreneuriat. La transmission du taux directeur ne repose pas uniquement sur la liquidité disponible. Elle exige aussi une cohérence entre les politiques monétaire et budgétaire, ainsi qu'un système financier plus structuré. Dans cette perspective, la fiscalité du crédit devient un levier majeur. Le MEF défend une approche prudente et fondée sur l'évaluation. Toute mesure fiscale appliquée au financement doit être appréciée à travers trois tests : son rendement réel pour l'État, son effet sur le coût global du financement et son impact sur l'investissement, l'emploi et la formalisation. L'objectif est d'éviter qu'une recette fiscale immédiate ne fragilise la base productive, appelée à générer demain plus de revenus, plus d'emplois et plus de recettes publiques.



Alternatives

Au-delà de la fiscalité, les discussions ont mis en avant la nécessité de diversifier les sources de financement. Le ministre a insisté sur le développement d'alternatives au crédit bancaire classique, notamment à travers un marché de capitaux, des fonds de garantie, des obligations, le crowdfunding, les partenariats public-privé et le blended finance. L'enjeu est de mieux répartir le risque, d'élargir les options offertes aux entreprises et, à terme, de réduire la pression sur les taux. La Société financière internationale (IFC), bras privé du Groupe Banque mondiale, est également appelée à jouer un rôle dans cette dynamique. En effet, l'IFC prévoit, dans ce cadre, une enveloppe de 124 millions USD, dont 46 millions USD attendus en décaissement en juin 2026, notamment pour développer les marchés financiers secondaires. Les secteurs ciblés concernent l'énergie, les infrastructures, les PME, le textile et l'amélioration du climat des affaires.

Salon ITM-IHM : Engagement de 23 nouveaux partenaires à la 12e édition

NAVALONA R. | 6 MAI | MIDI MADAGASCAR

Une seconde cérémonie de signatures de convention de partenariat entre l'Office national du tourisme de Madagascar (ONTM) et ses partenaires a eu lieu hier à l'hôtel Radisson Blu.

« Cet événement confirme l'engagement de 23 nouveaux partenaires et sponsors pour la promotion de la destination Madagascar, en s'impliquant dans l'organisation de la 12e édition du salon International Tourism Fair-Madagascar (ITM), combiné avec la 3e édition du salon International Handicraft Fair-Madagascar (IHM) », a déclaré Danny Barivelo, le Directeur général de l'ONTM. Il est à rappeler que ce salon ITM-IHM se tiendra du 11 au 14 juin 2026 au CCI Ivato, « le capital humain au cœur de la destination Madagascar » étant le thème choisi cette année. « Ce salon réunit tous les professionnels du tourisme, les investisseurs et le grand public autour des principaux attraits touristiques de la Grande île, sans oublier les artisans talentueux et les clients potentiels nationaux et internationaux », a-t-il ajouté.

l'Océan Indien se veut également une plateforme incontournable, dédiée non seulement au renforcement de la visibilité de la destination Madagascar, mais aussi aux échanges entre les professionnels du secteur. À titre d'illustration, les pays membres des Îles Vanille organiseront leur assemblée générale dans le cadre de cette 12e édition du salon ITM. Une importante délégation des États membres provenant de l'île Maurice, de La Réunion, des Seychelles, des Comores et de Mayotte rencontrera ainsi son homologue malgache lors de cet événement. « Cette rencontre régionale constitue un cadre privilégié d'échanges autour des perspectives, des défis et des leviers de développement du tourisme de la région de l'océan Indien, tout en mettant en lumière la contribution des Îles Vanille à la croissance touristique de chacun des États membres », a fait savoir Danny Barivelo, le Directeur général de l'ONTM.

Grands défis

Par ailleurs, cette 12e édition du salon ITM accueillera simultanément la 10e édition des Assises internationales du tourisme responsable et durable. Des experts nationaux et internationaux y animeront également des conférences thématiques sur les grands défis du secteur. On peut citer, entre autres, l'amélioration de la connectivité aérienne et de l'accès aux sites touristiques, ainsi que le renforcement des compétences des acteurs œuvrant dans le tourisme. Les artisans créateurs, quant à eux, exposeront leur savoir-faire dans le cadre de la 3e édition du salon IHM, tout en recherchant des partenaires commerciaux stratégiques.



Contribution des Îles Vanille

Organisé conjointement avec le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, ce plus grand événement touristique de

Amélioration de l'accès à l'électricité : la contribution du secteur privé fortement sollicitée

JEAN RIANA | 6 MAI | LES NOUVELLES

« Madagascar s'est engagé à atteindre 80 % d'accès à l'électricité d'ici 2030, ce qui représente un besoin d'investissement de plus de 7 milliards de dollars dont une part significative devra être portée par le secteur privé, qui lui-même a besoin d'un environnement favorable pour pouvoir se déployer » a déclaré Arnaud Guillois, ambassadeur de France à Madagascar à l'occasion de la Journée des Projets Equipe Europe qui s'est déroulé à l'esplanade de l'Université d'Antananarivo, dans le cadre de la célébration de la Semaine de l'Europe 2026.

Dans cette optique, il a insisté sur le fait que l'ensemble du secteur de l'énergie requiert une profonde transformation dans la Grande Ile. D'autant plus que le taux d'accès au niveau national reste inférieur à 40 % et chute même à moins de 15 % en milieu rural. « Dans de nombreuses régions, l'énergie et l'électricité restent encore rares,

couteuses et intermittentes » a-t-il spécifié. Il a ajouté que l'Europe continue de se mobiliser auprès de ses partenaires, et singulièrement à Madagascar, pour accompagner les transitions énergétiques. L'ambassadeur de France à Madagascar a souligné qu'à Madagascar, l'accès à l'électricité reste un des principaux défis à relever pour

permettre une croissance économique durable, à laquelle chacun des 32 millions de Malgaches a légitimement droit.

Confronter à des contraintes

Il a évoqué la nécessité de l'ambition de Madagascar vis-à-vis du contexte. « Néanmoins, cette ambition se heurte à des contraintes parfaitement identifiées par les pouvoirs publics et les partenaires internationaux », a avancé l'ambassadeur Arnaud Guillois. Il a, entre autres, cité la fragilité de l'entreprise publique Jirama, malgré les efforts de redressement, ainsi que les investissements privés insuffisants en raison du climat des affaires. A cela s'ajoutent les incertitudes sur le cadre à la fois tarifaire et

règlementaire qui freinent l'engagement du secteur privé. L'équipe Europe est fortement mobilisée aux côtés de Madagascar dans le cadre de la transformation de l'ensemble du secteur énergétique. « Aujourd'hui et sur l'ensemble du quinquennat, plus de 260 millions d'euros sont déjà engagés dans le secteur de l'énergie à travers une quinzaine de projets couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur », a affirmé l'ambassadeur de France à Madagascar. Par ailleurs, la question des énergies a été discutée lors de la table ronde sur la formation et l'employabilité des jeunes qui s'est déroulée au sein de la Bibliothèque et Archives Universitaires (BAU) à Ankatso hier.

Responsabilité sociétale de l'entreprise : le Salon de la RSE est à sa 10e édition

SERA R. | 6 MAI | LES NOUVELLES

Fort des succès précédents, Innoveo organise de nouveau son rendez-vous annuel sur le salon de la Responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) et des Initiatives pour le développement durable (IDD) les 2 et 3 juillet prochains au Novotel Alarobia. Un événement qui fête cette année sa 10e édition, en offrant un espace de partage et d'innovation à travers de nouvelles approches auprès des entreprises dans le domaine de la RSE et du développement durable.

« A cette 10e édition, il ne s'agit plus seulement de sensibiliser ou de témoigner mais de produire des engagements concrets, de faire émerger des solutions et d'accélérer des transformations », selon les organisateurs au cours d'un point de presse hier à la Gare Soarano. Selon eux, cette nouvelle édition est ainsi à la fois un bilan et une impulsion collective pour mieux tracer les trajectoires de la prochaine décennie.

L'exposition de plus de 75 stands est ainsi attendue à cet événement. Elle sera accompagnée par des grandes conférences et des débats animés par des experts de renom ainsi qu'une table ronde thématique. On aura également au programme des ateliers interactifs et participatifs autour des thématiques clés. Une session est aussi dédiée aux jeunes leaders de la durabilité où des nouvelles collaborations et de nouveaux projets ne sont pas à écarter. « L'événement sera clôturé par une soirée de célébration intitulée voyage au cœur du changement afin

de marquer cette 10e édition avec l'ensemble de la communauté RSE », ont conclu les organisateurs.



A noter que cette nouvelle édition mobilise des acteurs issus des secteurs complémentaires comme la délégation de l'Union Européenne à Madagascar, le Syndicat des industries à Madagascar (Sim), la Confédération du tourisme de Madagascar (CTM), le Fivondronan'ny mpan-draharaha Malagasy (Fivpama) ainsi que des institutions publiques à l'instar du ministère de l'Environnement et du développement durable (Medd), celui de la Pêche et de l'économie bleue (MPEB), le ministère du Tourisme et de l'artisanat ainsi que le ministère de l'Industrie et du développement du secteur privé (MIDSP).

Gestion aéroportuaire : Siteny Randrianasoloniaiko appelle l'Etat à entrer dans le capital de Ravalina Airports

6 MAI | 2424.MG

Le président de l'Assemblée nationale évoque une opportunité à saisir. Siteny Randrianasoloniaiko estime qu'une opportunité importante s'ouvre avec la volonté du Groupe ADP de céder les actions qu'il détient au sein de Ravalina Airports. Selon les informations confirmées par Ravalina Airports, le Groupe ADP s'apprête à vendre les 35 %

d'actions qu'il détient au sein de Ravalina Airports afin de recentrer ses actifs sur les hubs au trafic multimillionnaire. Le numéro Un de la Chambre basse appelle alors à une analyse rigoureuse afin de permettre à l'État malgache de se positionner pour l'acquisition de cette participation.

« Alors que des partenaires étrangers s'apprêteraient à céder leur participation de 35 % au sein du consortium, une opportunité historique se présente pour renforcer notre autonomie économique », lance Siteny Randrianasoloniaiko dans son discours lors de la cérémonie d'ouverture de la session ordinaire du Parlement ce mardi. Pour lui, l'enjeu dépasse la simple transaction financière. « Il s'agit d'une affirmation de notre souveraineté nationale sur des actifs hautement stratégiques », souligne-t-il.

Cette démarche s'inscrit « dans une volonté de réappropriation des infrastructures clés », poursuit-il. Pour lui, cette disposition devrait garantir que la gestion des portes d'entrée internationales de la Grande île serve prioritairement les intérêts de la Nation et consolide son indépendance économique à long terme. « Il est impératif que le

Gouvernement déploie un arsenal de mesures concrètes afin de garantir une participation effective des intérêts nationaux dans les grands projets structurants du pays », insiste-t-il encore.

Ravinala Airports, le consortium gestionnaire des aéroports d'Ivato et de Foscène, est formé par le Groupe ADP (35 % de l'actionariat via sa filiale ADP Management), et Meridiam (65 %). Ce concessionnaire assure depuis le 23 décembre 2016, l'exploitation de ces deux aéroports, dans le cadre d'un contrat de concession signé pour une durée de 28 ans avec le Gouvernement de la République de Madagascar.

Si la cession marque un tournant actionnarial, elle ne rompt pas pour autant les liens avec le groupe français. Celui-ci maintiendra son expertise via un contrat d'assistance technique permanent, indique Ravinala Airports.

La guerre en Iran ébranle le pôle industriel bien huilé de la Chine

6 MAI | 2424.MG

Foshan (Chine) (AFP) – Des produits tels que les aspirateurs ou les cigarettes électroniques pourraient devenir plus chers si la guerre en Iran venait à se prolonger, avertissent les industriels et commerçants chinois, déjà mis à rude épreuve.

Des semaines de frappes israéliennes et américaines sur l'Iran et la fermeture du détroit d'Ormuz ont paralysé l'approvisionnement en pétrole du continent asiatique, entravant la production de plastique, un dérivé du pétrole, dans toute la région.

La Chine a été relativement épargnée par les pénuries de carburant grâce à ses réserves de pétrole et aux énergies renouvelables, mais ses usines font face à la forte hausse du prix des matières premières.



« Nous avons perdu de l'argent sur toutes nos commandes », rapporte Bryant Chen, responsable de l'usine d'aspirateurs RIMOO située à Foshan, près de Canton (sud).

Alors que des ouvriers fixent des tuyaux d'aspiration à des réservoirs métalliques, M. Chen explique que le prix du plastique a grimpé d'environ 50 % depuis le début de la guerre en Iran.

« Les coûts des produits que nous fabriquons sont très fortement affectés », déclare cet homme de 42 ans, citant le plastique, le cuivre utilisé pour le moteur de l'aspirateur et les matières premières entrant dans la composition des cordons d'alimentation.

« Normalement, à cette période, nous entrons dans la haute saison mais par rapport à la même période l'année dernière, les chiffres des expéditions et de la production ne sont pas très encourageants. »

A deux heures de là, les négociants en plastique de la zone industrielle de Zhangmutou évoquent les plus fortes fluctuations de prix depuis des décennies.

« Ça n'a jamais été à ce point », soutient Li Dong, 46 ans, qui a rejoint le secteur il y a vingt ans.

Le prix des granulés de plastique qu'il achète pour les fabricants de coques de téléphone et de batteries pour véhicules électriques s'est envolé en mars, provoquant plusieurs jours de panique et des routes engorgées, les usines se précipitant pour s'approvisionner.

« Spirale de déclin »

Les exportateurs de Zhangmutou ont présenté à l'AFP une série de produits issus de ces granulés, des drones aux volants de badminton.

Une commerçante triait des perles destinées à des coques de cigarettes électroniques pour le Moyen-Orient.

Selon M. Li, la guerre a davantage frappé la production de plastique que durant la pandémie de Covid-19.

Il note toutefois une baisse de 10 à 20 % depuis le pic, tout en alertant sur de nouvelles hausses du pétrole.

« Ce sont les usines que nous approvisionnons qui seraient les plus touchées, car leurs coûts directs vont augmenter », déclare-t-il.

Pour les exportateurs, la crise s'ajoute au choc des droits de douane toujours autour de 20 %, imposés l'an dernier par Donald Trump.

Dans la banlieue de Canton, le propriétaire d'une usine de confection, M. Zhou, déplore encore le chaos de la guerre commerciale : les clients hésitent et les coûts restent incertains.

« Tout le monde est pris dans une spirale de déclin », explique le quinquagénaire.

Si 80 % de ses clients sont revenus, le coût des tissus qu'il utilise a augmenté de 10 à 20 %.

- « Montée des tensions, baisse des commandes » -

Jingjing est retournée dans sa région natale du Hubei pendant deux mois, pour un salaire équivalent à la moitié des 400 yuan (50 euros) qu'elle gagnait dans les usines de confection de Canton.

« Quand les tensions augmentent, les commandes s'évaluent soudainement » estime cette femme de 42 ans.

Dans une ruelle humide de Canton, elle s'est jointe aux demandeurs d'emploi négociant leurs salaires face à des patrons en quête de journaliers.

M. Chen, le directeur de l'usine d'aspirateurs, reste « inquiet » face à la flambée des frais de transport si la guerre s'éternise.

« Nos clients ne pourront plus vendre normalement, car les coûts seront tout simplement trop élevés. »

RIMOO prévoit de s'étendre à d'autres marchés au-delà du Moyen-Orient, qui concentre 60 % de ses clients.

« Nous restons optimistes », soutient M. Chen.

Mais les analystes préviennent que les répercussions sur les coûts se feront sentir pendant des mois.

« Plus la situation perdure, plus cela entraîne des problèmes bien plus graves, surtout s'il n'y a pas assez de pétrole en général pour faire fonctionner les installations. »

Commerce illégal : La contrefaçon gagne du terrain

MIANGALY RALITERA | 7 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La contrefaçon s'étend dans plusieurs secteurs de consommation. Deux marques internationales ont déjà porté plainte, selon la direction de la Police économique.

Des vendeurs de téléphones à Antananarivo proposent le dernier modèle de la marque Apple. À première vue, l'appareil ressemble fortement à un modèle authentique, mais son prix interpelle. Il est vendu à seulement 340 000 ariary, très loin du tarif officiel de la marque.

Une commerçante n'a d'ailleurs pas caché qu'il s'agit d'une « super-copie ». « Il ressemble au produit original. Mais je ne vais pas vous mentir : ce téléphone est lent et la mémoire affichée n'est pas réelle, contrairement à l'original. Vous savez, le véritable appareil coûte des millions d'ariary. Jusqu'ici, cependant, aucun client n'a encore formulé de réclamation », a-t-elle déclaré hier.

Ce modèle de téléphone n'est pas le seul produit contrefait vendu à Madagascar. « De nombreux secteurs sont touchés. Les produits contrefaits concernent aussi bien les vêtements et les chaussures que les pièces automobiles. Le phénomène s'étend également aux médicaments, aux jouets, aux parfums ainsi qu'à divers autres articles de consommation courante », a souligné le commissaire divisionnaire de police Eric Jaona Harvey Ravelomanantsoa, chef du service central de lutte contre les faux, les fraudes et les contrefaçons.

Saisie

Le faible pouvoir d'achat des Malgaches favorise l'essor de ce phénomène. « Beaucoup n'ont pas les moyens d'acheter des produits authentiques, ce qui les pousse à se tourner vers des alternatives moins coûteuses », constate ce responsable.

Les fabricants des marques concernées surveillent ces produits contrefaits. « Deux marques internationales ont déjà porté plainte, notamment Canon et Redmi », indique

le commissaire divisionnaire de police Eric Jaona Harvey Ravelomanantsoa. À la suite de ces plaintes, des opérations de saisie ont été menées, conduisant notamment à la confiscation de plus de 400 téléphones à Behoririka, la semaine dernière.



Les produits fabriqués à Madagascar n'y échappent pas non plus. La direction de la Police économique note que plusieurs marques malgaches ont déjà porté plainte auprès du service de lutte contre la fraude et que plusieurs opérations ont déjà été menées pour mettre fin aux contrefaçons.

« La contrefaçon peut avoir des effets sur la santé et la sécurité de chacun. Elle entraîne également une concurrence déloyale et provoque d'importantes pertes financières », précise le commissaire principal de police Brunel Rafanomezantsoa, directeur de la Police économique.

Il insiste sur le fait que, pour obtenir de meilleurs résultats dans la lutte contre ce fléau, la collaboration de tous, y compris des consommateurs, est indispensable.

Transport aérien : Emirates reprend ses vols vers Antananarivo

ITAMARA OTTON | 7 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Chez les grandes compagnies aériennes, l'heure est à la reprise. La compagnie Emirates a annoncé la reprise de ses vols sur 96 % de son réseau mondial, incluant la Grande Île.

Le secteur aérien reprend progressivement son souffle. Emirates a officialisé le rétablissement de ses dessertes sur 96 % de son réseau, y compris vers Antananarivo. « Emirates assure actuellement trois vols par semaine vers Antananarivo, garantissant une connexion fiable et régulière pour les voyageurs à destination et en provenance de Madagascar », précise la compagnie dans un communiqué. Les opérations tendent vers la normale, avec une reprise progressive des liaisons vers les Amériques, l'Europe et, plus particulièrement, l'Afrique.



Les tensions au Moyen-Orient avaient paralysé une part majeure du trafic régional. Le hub de Dubaï avait temporairement fermé ses portes aux premières heures du conflit, entraînant, selon les analystes, l'annulation de près de 19 000 vols, soit environ 55 % des mouvements initialement prévus. Entre mars et avril, l'espace aérien des

Émirats arabes unis a été partiellement fermé ou restreint en raison de tirs de missiles et de drones. Toutefois, les autorités de l'aviation civile des Émirats arabes unis ont annoncé, samedi, la levée des restrictions et le retour à un statut « normal » de l'espace aérien.

Signal d'espoir

Grâce à ce rétablissement, la compagnie dessert aujourd'hui 137 destinations dans 72 pays, avec plus de 1 300 fréquences hebdomadaires, ce qui représente 75 % de sa capacité d'avant les perturbations.

Ce retour progressif des vols vers Antananarivo envoie un signal d'espoir aux professionnels du tourisme. Néanmoins, le conflit au Moyen-Orient a contribué à une flambée des tarifs aériens : les billets en classe économique coûtent en moyenne 24 % plus cher qu'il y a un an, selon une étude du cabinet de conseil Teneo. Cette analyse indique que les restrictions de l'espace aérien ont contraint les compagnies à modifier leurs itinéraires, augmentant ainsi leur consommation de carburant. Parallèlement, le prix du kérosène a fortement augmenté ces dernières semaines, passant d'environ 85 à 90 dollars le baril à 150-200 dollars. Il convient de noter que le carburant représente jusqu'à un quart des dépenses d'exploitation des compagnies aériennes. Le rapport précise enfin que les liaisons entre l'Europe et l'Asie de l'Est sont celles dont les prix des billets ont été les plus fortement touchés.

Investissements et environnement : Madagascar façonne son modèle RSE

ITAMARA OTTON | 7 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La Grande Île ambitionne de tracer sa propre trajectoire en matière de Responsabilité Sociétale des entreprises (RSE). Face aux mutations récentes, les parties prenantes plaident désormais pour une institutionnalisation de cette démarche.

Nous avons besoin d'une RSE ancrée dans les réalités malgaches », préconisent conjointement le secteur privé et les pouvoirs publics. Ce constat a été au cœur des échanges lors de la réunion de préparation de la 10e édition du salon RSE-IDD, tenue au Café de la Gare. L'événement, initialement prévu en septembre, avait dû être ajourné en raison de la conjoncture économique.

Si la RSE demeure une démarche volontaire à Madagascar, un intérêt croissant des entreprises pour les enjeux sociaux et environnementaux est observé. Toutefois, cette dynamique s'opère à deux vitesses. L'intégration de ces pratiques dans les stratégies d'investissement reste l'apanage des grands groupes. Disposant de budgets conséquents, ces derniers bénéficient d'une visibilité accrue, reléguant les petites et moyennes entreprises (PME) au second plan.

« Nous constatons que l'intérêt pour la RSE s'est nettement accentué depuis une dizaine d'années. Toutefois, de nombreuses PME peinent encore à en saisir les enjeux, alors que cet aspect constitue un baromètre essentiel pour mesurer l'impact des investissements sur les communautés locales »,

analyse Tiana Rasamimanana, président du Syndicat des industries de Madagascar (SIM). L'enjeu majeur réside, selon lui, dans l'équilibre entre les attentes des populations locales et les impératifs des investisseurs.

Pour Ulrichia Rabefitiavana, directrice du cabinet Innoveo, la phase de sensibilisation doit désormais céder la place à l'opérationnel.

Passer à l'action

« Durant les neuf éditions précédentes, notre mission consistait à sensibiliser les entreprises. C'était une étape nécessaire. Aujourd'hui, il faut passer à l'action et définir des protocoles clairs pour les entreprises, les investisseurs et, plus spécifiquement, pour les PME », précise-t-elle. Du côté de l'État, l'heure est à la structuration stratégique. Rivosoa Rabenandrianina, directeur général du Développement durable au ministère de l'Environnement et du Développement durable, a évoqué l'élaboration de la stratégie nationale de la RSE. « Dans un premier temps, nous avons établi un guide pour accompagner les

entreprises dans cette démarche volontaire. Mais pour transformer l'essai, une feuille de route est indispensable. C'est ce que nous élaborons actuellement avec les parties prenantes », explique-t-il.

Un comité de pilotage sera mis en place cette année pour définir les orientations de la RSE malgache. Pour le directeur général, le défi est aussi écologique : « Le volet environnemental représente un enjeu majeur pour les investissements à Madagascar. Le secteur privé joue un rôle déterminant dans la gestion des ressources naturelles, puisqu'il tire l'essentiel de sa croissance de l'agriculture et de la transformation des matières premières locales. »

Campagne rizicole : la fixation des prix pose problème dans l'Alaotra Mangoro

JEAN RIANA | 7 MAI | LES NOUVELLES

« Fixer le prix du riz s'avère être difficile, mettre un prix trop bas revient à pénaliser les producteurs, et un prix trop élevé freine les ventes, comme ce qui s'est passé lors de la précédente campagne », alerte Elire Joseph Rabemananjara, Chef de région Alaotra Mangoro, à l'occasion de l'ouverture officielle de la campagne de récolte de riz, en début de semaine.

La stratégie adoptée pour cette année consiste à faciliter la collecte afin d'attirer davantage d'investisseurs. Par ailleurs, les autorités régionales n'ont pas lésiné les efforts dans la réhabilitation des axes stratégiques pour le transport des produits agricoles dans cette région bien avant le début de la campagne. Cette initiative fait suite aux nombreuses doléances des opérateurs économiques et des transporteurs, particulièrement affectés par la dégradation des routes. Comme la fixation des prix demeure problématique, la région Alaotra Mangoro cherche à améliorer les conditions de circulation, faciliter l'écoulement des récoltes

et soutenir les acteurs économiques locaux, fortement dépendants de la qualité des infrastructures routières.



A noter que les autorités locales ont fixé les ristournes à 30 ariary par kilo de paddy pour la région et 20 ariary pour les communes. Pour le riz décortiqué, la répartition est de 15 ariary chacun. Ces décisions font suite à la concertation du 16 avril dernier, réunissant tous les acteurs du secteur.

Taux directeur maintenu à 12 % : l'inflation sous surveillance

ARH. | 7 MAI | LES NOUVELLES

Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) choisit la prudence. A l'issue de la réunion trimestrielle de son Comité monétaire, la Banque centrale décide de maintenir son taux directeur à 12 %. Une décision motivée par un environnement économique incertain, marqué par des pressions inflationnistes persistantes.

Lors de la présentation de son rapport hier devant les membres du secteur privé à Antaninarenina, l'institution souligne que « le maintien du taux directeur vise à stabiliser l'économie dans un contexte de fortes incertitudes ». L'objectif consiste à contenir l'inflation et la ramener à 5 % à moyen terme. Après un ralentissement progressif en 2025, l'inflation repart légèrement à la hausse début 2026. Elle passe de 6,1 % en janvier à 6,8 % en mars, principalement tirée par l'augmentation des prix alimentaires.

Toutefois, BFM nuance en indiquant que « les produits de première nécessité demeurent globalement stables ». BFM alerte néanmoins sur des risques. « Les pressions inflationnistes proviennent à la fois de facteurs externes et internes », précise-t-elle. La hausse des prix du pétrole, du fret maritime et des intrants agricoles s'ajoute à des dynamiques internes comme l'augmentation des salaires.

L'ariary s'apprécie

Sur le plan international, la situation reste fragile. Le ralentissement de la croissance mondiale et une inflation encore élevée continuent d'impacter l'économie malgache. « Les chocs extérieurs se transmettent à travers les coûts de l'énergie et des importations », explique le gouverneur de BFM, Aivo Handriatiana Andrianarivelo. Au niveau national, le climat économique reste morose. Les enquêtes révèlent un recul de l'activité et une incertitude accrue chez les opérateurs,

malgré une croissance estimée à 3,8 % pour 2026. Quelques indicateurs offrent toutefois des motifs d'optimisme. L'ariary s'apprécie, le solde commercial s'améliore et les réserves de change restent confortables. Mais pour BFM, ces signaux positifs ne suffisent pas à relâcher la vigilance. « Le maintien du taux directeur est nécessaire pour consolider la désinflation et préserver la stabilité financière », insiste l'institution. Dans un contexte incertain, la Banque centrale choisit donc de temporiser, et de garder le cap sur la maîtrise des prix.

Salon de la RSE et des IDD : Vers des engagements concrets pour un développement durable

NAVALONA R. | 8 MAI | MIDI MADAGASCAR

Reportée suite au contexte socio-politique dans le pays, la 10e édition du salon de la RSE et des IDD, organisé par Innoveo, se tiendra finalement les 2 et 3 juillet 2026. « Cette édition marque un tournant délibéré. Il ne s'agit plus seulement de sensibiliser ou de témoigner, mais de produire des engagements concrets, de faire émerger des solutions, d'accélérer des transformations », selon les organisateurs.

social, des vecteurs d'inclusion et d'innovation », ont-ils ajouté.

Nouveaux projets

Durant ces deux jours de salon, plusieurs activités thématiques seront organisées. On peut citer, entre autres, une conférence inaugurale sur dix ans de crises, de résilience et de responsabilité. Il y aura également des ateliers participatifs orientés solutions, des master class et une session dédiée aux jeunes leaders de la durabilité. Plus de 75 stands d'exposition seront érigés. En outre, de nouvelles collaborations et de nouveaux projets seront mis sur les rails. L'événement se clôturera par une soirée de célébration, « *Un voyage au cœur du changement* », afin de marquer symboliquement ce tournant avec l'ensemble de la communauté RSE. Plusieurs acteurs, dont, entre autres, les ministères clés, le Groupement des Entreprises de Madagascar, le Syndicat des industries de Madagascar, la Confédération du Tourisme de Madagascar, le FIVMPAMA et la délégation de l'Union européenne, seront mobilisés lors de ce salon de la RSE et des IDD. En effet, d'aucuns reconnaissent que la RSE (responsabilité sociétale des entreprises) est désormais une responsabilité qui engage ensemble le secteur privé, les institutions publiques et la société civile.



« Madagascar sort de cycles successifs de crises ayant fragilisé la cohésion sociale et la confiance entre acteurs. Dans ce contexte de refondation, les entreprises ne sont pas de simples acteurs économiques : elles deviennent des employeurs structurants, des partenaires du dialogue

Conflit au Moyen-Orient : Madagascar face aux risques d'un choc énergétique mondial

NAMBININA JAOZARA | 8 MAI | LES NOUVELLES

Dans son rapport « État des lieux de l'économie africaine – Avril 2026 », la Banque mondiale évalue le niveau de préparation des pays africains face à ce type de choc externe à travers plusieurs indicateurs liés à l'exposition énergétique, à la vulnérabilité économique et à la marge de manœuvre budgétaire. Pour Madagascar, les données révèlent une situation encore maîtrisable sur certains aspects, mais marquée par une forte sensibilité aux fluctuations des marchés internationaux.

Exposition : une forte dépendance énergétique extérieure

Avec des importations nettes de pétrole et de gaz représentant 4,5 % du PIB en 2024, Madagascar reste fortement dépendant des marchés internationaux pour son approvisionnement énergétique. Cette dépendance expose directement le pays aux tensions géopolitiques mondiales, notamment au Moyen-Orient, où transitent une grande partie des exportations mondiales d'hydrocarbures. Une hausse des prix du pétrole entraîne rapidement une augmentation des coûts du transport, de l'électricité et des produits importés, avec des répercussions

directes sur l'économie nationale et le pouvoir d'achat des ménages.

Vulnérabilité : une économie sensible aux chocs extérieurs
Les indicateurs de vulnérabilité montrent que Madagascar demeure fragile face à un choc énergétique mondial. Les besoins de financement extérieur atteignent 9 % du PIB en 2025, traduisant une forte dépendance aux financements et aux devises étrangères pour couvrir les importations et les obligations extérieures du pays. À cela s'ajoute un taux d'inflation de 7,2 %, signe que les prix sont déjà sous pression. Dans un contexte de hausse des prix de l'énergie, cette inflation pourrait davantage affecter les produits de consommation courante et le coût de la vie. Toutefois, les réserves de change, estimées à 5,8 mois d'importations, offrent encore une certaine capacité d'amortissement à court terme.

Marge de manœuvre politique : des capacités d'intervention limitées

Sur le plan budgétaire, Madagascar dispose d'une marge de manœuvre relativement limitée pour faire face à un choc prolongé. La dette publique brute représente 52,7 % du PIB en 2025, un niveau encore maîtrisable mais qui réduit progressivement les capacités d'endettement de l'État. Par ailleurs, le déficit budgétaire de -3,1 % du PIB montre que les finances publiques restent sous pression. Dans ce contexte, la capacité du gouvernement à mettre en place des mesures de soutien, telles que des subventions énergétiques ou des aides aux ménages et aux entreprises, pourrait être contrainte en cas de nouvelle flambée des prix internationaux du pétrole.

Relation économique : Madagascar et l'Égypte renforcent leur partenariat

JEAN RIANA | 8 MAI | LES NOUVELLES

La rencontre entre le ministre de l'Industrialisation et du développement du secteur privé (MiDSP), Ny Riana Nampoina Raharimanjato et l'ambassadrice de la République arabe d'Égypte à Madagascar, Rabab Said Abdou Abdelhadi, dans les locaux du ministère à Anosy avant-hier, a permis d'afficher une volonté commune de renforcer les relations économiques entre les deux pays. Les échanges ont porté sur plusieurs axes, notamment le développement des échanges commerciaux, l'appui au secteur privé, ainsi que les opportunités d'investissement dans le domaine industriel. Par ailleurs, les deux responsables ont également exploré les perspectives de partenariats destinés à stimuler une croissance mutuellement profitable.

L'Égypte est considérée comme la deuxième puissance économique africaine. À ce titre, elle constitue un partenaire majeur dans plusieurs secteurs clés liés à l'industrialisation et au développement économique. Les discussions ont mis en avant la nécessité de renforcer les collaborations à travers le partage d'expériences, l'encouragement des investissements et

l'accompagnement des initiatives du secteur privé. Cette coopération pourrait ouvrir la voie à de nouvelles opportunités pour les entreprises malgaches et égyptiennes.



Cette démarche s'inscrit dans la stratégie du ministère visant à diversifier les partenariats stratégiques de Madagascar. « L'objectif est de créer un environnement favorable à l'industrialisation, à la transformation locale des produits et à l'émergence d'un secteur privé plus compétitif et résilient » indique-t-on.

Afrique subsaharienne : une reprise fragile à l'ombre des tensions internationales, quels risques pour Madagascar ?

ANDRIATAHINA RAKOTOARISOA | 8 MAI | LES NOUVELLES

Après une année 2025 marquée par des efforts de stabilisation macroéconomique, l'Afrique subsaharienne abordait 2026 avec un certain regain d'optimisme. Croissance en reprise, inflation en recul progressif dans plusieurs économies, discipline budgétaire renforcée : les signaux semblaient indiquer un retour progressif à l'équilibre. Pourtant, cet élan reste aujourd'hui menacé. Selon les dernières perspectives régionales du Fonds monétaire international, la guerre au Moyen-Orient assombrit considérablement l'horizon économique.

La région devrait ainsi voir sa croissance ralentir à 4,3 % en 2026, tandis que l'inflation médiane pourrait remonter autour de 5 % d'ici la fin de l'année. Derrière ces chiffres se dessine une réalité plus complexe : une reprise encore fragile, exposée à des chocs externes persistants. Pour Madagascar, économie insulaire fortement dépendante des importations et vulnérable aux fluctuations internationales, les risques sont particulièrement significatifs.

Un choc externe qui se diffuse à toute la région

Le conflit au Moyen-Orient agit comme un choc global, affectant plusieurs canaux essentiels pour les économies africaines. La hausse des prix du pétrole, du gaz et des engrais constitue le premier mécanisme de transmission. Pour de nombreux pays d'Afrique subsaharienne et Madagascar en particulier ces produits sont massivement importés. Une augmentation de leurs prix se traduit immédiatement par une hausse des coûts de production, de transport et, in fine, des prix à la consommation. À cela s'ajoute la hausse des coûts du transport maritime. Les tensions géopolitiques perturbent certaines routes commerciales stratégiques, entraînant une augmentation des frais logistiques et des délais de livraison. Dans une économie mondialisée, ces perturbations se répercutent rapidement sur les chaînes d'approvisionnement.

Madagascar face à la dépendance énergétique

À Madagascar, la dépendance quasi totale aux importations de carburants expose l'économie à une vulnérabilité particulière face aux chocs internationaux. Toute hausse prolongée des prix du pétrole se répercute rapidement sur l'ensemble du tissu économique. Les coûts de transport augmentent, entraînant dans leur sillage une hausse généralisée des prix des biens de consommation. Ce mécanisme, bien connu des économistes, alimente une inflation dite "importée", dont les effets sont difficilement contrôlables à l'échelle nationale.

Dans un pays où une large partie de la population consacre déjà l'essentiel de ses revenus à des dépenses de première nécessité, cette dynamique pèse lourdement sur le pouvoir d'achat. À mesure que les prix augmentent, les marges de consommation se réduisent, accentuant les tensions sociales et économiques. Dans ce contexte, la hausse des coûts énergétiques ne constitue pas seulement un enjeu macroéconomique : elle devient un facteur direct de fragilisation du quotidien des ménages.



Engrais et agriculture : un effet en cascade

Autre canal de transmission du choc international : la hausse des prix des engrais. À Madagascar, où l'agriculture reste majoritairement peu mécanisée et fortement exposée aux aléas climatiques, ces intrants jouent un rôle clé dans l'amélioration des rendements. Leur renchérissement n'est donc pas anodin.

Confrontés à des coûts plus élevés, de nombreux agriculteurs sont contraints de réduire leur utilisation d'engrais,

faute de moyens suffisants. Cette baisse d'utilisation se traduit, à terme, par une diminution des rendements agricoles et donc de la production globale. Le choc initial sur les prix des intrants se propage ainsi à l'ensemble de la chaîne alimentaire.

Les conséquences ne tardent pas à se faire sentir sur les marchés : l'offre se contracte, les prix des denrées augmentent, et la pression sur les ménages s'accroît. Dans un pays où la sécurité alimentaire demeure un enjeu central, ce mécanisme en cascade représente un risque économique et social majeur, amplifié par la dépendance aux conditions extérieures.

Logistique et commerce : une économie sous pression

En tant qu'économie insulaire, Madagascar dépend étroitement du transport maritime pour assurer ses échanges avec le reste du monde. Dans ce contexte, la hausse des coûts d'expédition et les perturbations des chaînes logistiques internationales se répercutent directement sur l'activité économique nationale.

Pour les entreprises, les effets sont multiples et immédiats. Le coût des importations augmente, sous l'effet conjugué du renchérissement du fret et des assurances. Les délais d'acheminement s'allongent, compliquant la planification des activités. À cela s'ajoute une incertitude croissante quant à la régularité des approvisionnements, rendant plus difficile la gestion des stocks et des engagements commerciaux.

Ces contraintes pèsent lourdement sur la compétitivité des entreprises. Les marges se réduisent, les risques augmentent, et certains projets d'investissement peuvent être reportés, voire abandonnés. Dans un environnement déjà fragile, la logistique devient ainsi un facteur déterminant, capable à lui seul de freiner la dynamique économique du pays.

Transferts et tourisme : des sources de devises fragilisées

Au-delà des échanges commerciaux, d'autres piliers des entrées de devises apparaissent aujourd'hui fragilisés. Les transferts de fonds issus de la diaspora, qui constituent un soutien essentiel pour de nombreux ménages malgaches, sont particulièrement sensibles aux cycles économiques mondiaux. En période d'incertitude, ces flux tendent à ralentir, réduisant ainsi une source importante de revenus pour les familles.

Le secteur du tourisme, autre levier stratégique pour l'économie nationale, n'échappe pas non plus aux effets des tensions internationales. Dans un contexte marqué par l'instabilité géopolitique, les flux touristiques peuvent rapidement se contracter. Une baisse des arrivées se traduit alors par une diminution des recettes en devises, un recul de l'activité dans les secteurs liés (hôtellerie, transport, artisanat) et, in fine, un impact direct sur l'emploi local.

Conditions financières : un environnement plus contraignant

Parallèlement, le contexte financier international devient plus restrictif. Le Fonds monétaire international souligne un durcissement des conditions d'accès au financement,

notamment pour les économies les plus exposées aux importations de carburants, comme Madagascar. Dans ce nouvel environnement, les États font face à des coûts d'emprunt plus élevés et à un accès plus limité aux financements extérieurs. Cette situation accroît la pression sur les finances publiques et complique la gestion budgétaire, en particulier lorsqu'il s'agit de financer des investissements indispensables au développement économique.

Et si la guerre se prolonge ?

Si les économies peuvent absorber un choc à court terme, la durée du conflit constitue un facteur déterminant. Une prolongation des tensions internationales risque d'ancrer les effets négatifs dans le temps et de transformer un choc conjoncturel en contrainte structurelle.

Pour Madagascar, les implications seraient multiples : une inflation persistante alimentée par les importations, une pression accrue sur le taux de change, un ralentissement de la croissance économique et une aggravation de la pauvreté. Plus le choc se prolonge, plus la capacité de rebond de l'économie se réduit, rendant la reprise incertaine.

Quelles réponses économiques ?

Face à ces risques, les orientations préconisées par le Fonds monétaire international s'articulent autour de trois axes principaux. Il s'agit d'abord de préserver la stabilité macroéconomique en maîtrisant l'inflation, à travers une politique monétaire prudente et une gestion rigoureuse des finances publiques. Ensuite, les pouvoirs publics sont appelés à protéger les populations les plus vulnérables, via des mesures ciblées et temporaires, afin de limiter l'impact social sans compromettre l'équilibre budgétaire.

Enfin, la poursuite des réformes structurelles apparaît indispensable. Diversification de l'économie, renforcement de la production locale et amélioration des infrastructures constituent autant de leviers pour réduire la dépendance aux chocs extérieurs et renforcer la résilience économique.

Une économie à renforcer face aux chocs globaux

La situation actuelle met en évidence une réalité persistante : les économies d'Afrique subsaharienne demeurent fortement exposées aux fluctuations internationales. À Madagascar, cette vulnérabilité est amplifiée par la dépendance énergétique, la structure encore peu diversifiée de l'économie et la faiblesse des marges budgétaires.

Dans ce contexte, la résilience ne peut être improvisée. Elle suppose une vision de long terme, capable de transformer les fragilités actuelles en leviers de transformation économique.

Pour conclure, l'Afrique subsaharienne abordait l'année 2026 avec des perspectives encourageantes, portées par les efforts de stabilisation engagés en 2025. Mais la persistance des tensions géopolitiques rappelle combien cet équilibre reste précaire.

Pour Madagascar, les risques sont à la fois multiples et interconnectés : inflation, perturbations logistiques, contraintes budgétaires, sécurité alimentaire. Aucun secteur n'est véritablement à l'abri.

Dans ce contexte, l'enjeu dépasse la simple gestion de crise. Il s'agit désormais de préparer l'économie à résister durablement aux chocs externes. Car dans un environnement mondial incertain, la véritable solidité d'une économie ne réside pas dans sa capacité à éviter les crises, mais dans son aptitude à les absorber et à en sortir renforcée.

RN12 : Des travaux satisfaisants selon les autorités et le bailleur de fonds

R.EDMOND | 8 MAI | MIDI MADAGASCAR

Une délégation composée de représentants du ministère des Travaux publics, du ministère de l'Économie et des Finances ainsi que de la Banque africaine de développement a effectué récemment une visite du chantier de la Route nationale 12 (RN12), réalisé par China Railway 18th Bureau Group Corporation Limited.

Une occasion pour les autorités et le bailleur de fonds du projet d'évaluer l'état d'avancement des travaux ainsi que les conditions de mise en œuvre du chantier.

Satisfecit

Les membres de la délégation ont notamment pris connaissance des dispositifs mis en place concernant les conditions de travail, la sécurité, la santé et l'organisation de la vie des employés malgaches et chinois affectés au projet. La délégation a, par la suite, visité la première phase de la RN12 récemment achevée afin de constater la qualité des infrastructures réalisées. Plusieurs ouvrages ont été visités, dont des ponts et des tronçons routiers déjà ouverts à la circulation. Une visite sous le signe du satisfecit.

En effet, les représentants de l'État et de la Banque africaine de développement ont exprimé leur satisfaction quant à la qualité des travaux exécutés ainsi qu'au



respect des délais contractuels. La délégation s'est également réjouie des mesures de protection de l'environnement entreprises par China Railway 18th Bureau Group Corporation Limited sur ce chantier. Un accent particulier a également été mis sur les actions environnementales entreprises autour du projet. Selon les responsables du chantier, près de 18 000 jeunes plants ont été mis en terre le long du tracé afin de contribuer à la restauration écologique des zones concernées.

Soutien aux communautés

La qualité de la RN12 témoigne, en tout cas, de la performance de China Railway 18th Bureau Group Corporation Limited, devenue un acteur incontournable de la construction routière et d'infrastructures. Présente à Madagascar depuis plus de vingt ans, l'entreprise chinoise affirme

intégrer des actions sociales dans ses projets d'infrastructures. Outre la réalisation de plusieurs routes et ouvrages de transport dans le pays, la société indique avoir récemment mené différentes actions de soutien auprès des communautés locales. Parmi celles-ci figurent des travaux de nivellement de terrain au profit d'un établissement scolaire catholique dans la commune rurale d'Antsampanana, des opérations de dégagement routier après le passage du cyclone « Gezani », ainsi que des dons destinés aux populations vulnérables et aux collectivités locales. Ces initiatives ont été, en tout cas, saluées par les autorités présentes lors de la visite. Ces dernières estiment que ces actions contribuent au renforcement de la coopération entre Madagascar et la Chine dans le domaine des infrastructures et du développement local.

 **Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe**

 **+261 32 07 696 49 / +261 34 01 696 49**

 **ccifm@ccifm.mg / adhesion@ccifm.mg**

